

TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DU PROJET JOSPIN

DES MILLIERS D'ÉTUDIANTS MOBILISÉS CONTRE LA RÉFORME JOSPIN

Depuis quinze jours, des milliers d'étudiants sont mobilisés contre la réforme Jospin des 1er et 2nd cycles. Des dizaines d'assemblées générales se sont tenues dans plusieurs universités de Paris, à Amiens, Lyon, Nice, St Etienne. 1000 étudiants ont manifesté à Nancy, nous étions plus de 2000 dans les rues de Paris lundi 10 février, ils étaient 3000 le même jour à Montpellier.

Jeudi 13, à l'appel de la coordination de St Charles, des étudiants de Tolbiac, Michelet, Censier, la Sorbonne, Clignancourt, St Denis, Nanterre, Orsay, Sceaux, Créteil, Villetaneuse et Nancy, pour la plupart mandatés par des assemblées générales, ont décidé d'appeler à manifester, le plus nombreux possible le mardi 18 février à 14h, Place de la Sorbonne pour crier : "retrait du projet Jospin !"

TOUS CONCERNÉS

Nous sommes tous concernés, toutes les filières et tous les niveaux d'étude sont touchés:

- *en Lettres et Sciences Humaines*, le regroupement abusif de tous les Deug en seulement trois domaines de formations conduit à la disparition de filières entières, comme Communication. En première année, les enseignements seraient les même, qu'on veuille faire philosophie ou histoire ; ou qu'on veuille faire LEA ou Lettres classiques.

Et ce ne sont que des exemples.

- *En Sciences*, les réductions horaires conduisent à la suppression de TD dans toutes les matières, l'articulation Math-Physique est remise en cause.

- *Pour tous les 1er cycles*, la session de rattrapage de septembre disparaîtrait, et un diplôme bidon de 1ère année (le C.E.U.) serait mis en place pour éjecter des milliers d'entre nous sans le Deug.

- *En licence et en Maîtrise*, pas de session de rattrapage non plus, un seul redoublement serait désormais autorisé ; l'attribution d'un label "mention recherche" à quelques licences et maîtrises seulement fermerait pour toutes les autres les portes du 3ème cycle. Enfin, la création de licences "à contenu libre", sans moyen et sans reconnaissance nationale conduirait à priver la

plupart des diplômés actuels de leur caractère national.

CHANGER NOS ETUDES ? MILLE FOIS OUI !

C'est vrai, nos études ont besoin d'un sérieux dépoussiérage. mais qui peut croire que l'on peut combattre les taux d'échec élevés (un étudiant sur deux quitte la fac sans diplôme), les injustices sociales (45% des étudiants financent leurs études par des petits boulots), et les mauvaises conditions d'étude sans passer au tiroir-caisse ? Et pourquoi alors ne pas nous accorder une réelle citoyenneté à l'université, nous permettre de dire notre mot sur le contenu de nos études.

Etre 25 par TD, augmenter le nombre et le montant des bourses, équiper les laboratoires de langues, les salles d'ordinateur, les bibliothèques universitaires, investir pour notre avenir et instaurer une réelle gratuité des études, c'est ça la bonne réforme ! Le projet Jospin tourne le dos à ces exigences. C'est pourquoi Jospin doit retirer sa réforme

TOUT FAIRE POUR GAGNER LE RETRAIT DU PROJET JOSPIN

L'UNEF est décidée à tout faire pour que grandisse le mouvement contre le projet Jospin. Il est possible de gagner. Sans prétendre parler au nom de tous les étudiants, sans volonté d'imposer nos idées, nous pensons que le plus efficace pour que ce mouvement ne soit pas dévoyé, pas récupéré, c'est que nous nous y mettions tous ensemble, que l'on discute et décide de façon démocratique de toutes les actions à engager.

Les adhérents et les élus de l'UNEF se mettent, dans toute la France, à la disposition du mouvement étudiant. Chacun peut s'informer auprès d'eux du contenu précis de la réforme, de ses conséquences concrètes pour chaque filière.

Enfin, mardi 18 février, nous pouvons être des milliers et des milliers au coude à coude. C'est certain, cette marche va compter pour gagner contre Jospin. Alors:

Tous en MANIF
MARDI 18 FEVRIER A 14 H
DE LA SORBONNE AU MINISTERE

TOUS A LA BASTILLE

JEUDI 19 A 14 H

APPEL À TOUS LES ÉTUDIANTS(ES)

Après le succès de deux manifestations, les 18 et 25 février à Paris et dans de nombreuses villes de Province, les délégués mandatés réunis en coordination nationale le 25 février, dénoncent les manoeuvres de Lionel Jospin qui, en décrétant une pause, cherche à démobiliser les étudiants. Et pourtant, l'arrêté général sur les premiers cycles, lui, n'est pas reporté et le système RAVEL propose déjà aux lycéens de choisir entre les nouveaux Deug alors que ceux-ci ne sont pas en vigueur.

Ni pause, ni négociation : *NOUS EXIGEONS LE RETRAIT IMMÉDIAT ET SANS CONDITION DU PROJET JOSPIN*. Nous refusons la soit disante concertation que le Ministère engagerait dans les facs entre les présidents d'université et les étudiants sur les arrêtés particuliers alors que les arrêtés généraux ont d'ores et déjà été adoptés par la conférence des présidents d'université.

CE PROJET C'EST :

- la généralisation des facs et des diplômes à plusieurs vitesses ;
- la création d'un diplôme bidon à bac + 1, le C E U. (Certificat d'Etude Universitaire) ;
- des réductions horaires massives pour raisons budgétaires ;
- la remise en cause de la session de septembre et du redoublement en Licence et en Maîtrise ;
- une menace de disparition pour les cursus jugés non rentables.

Ce projet doit être mis en échec, il ne répond en rien à nos problèmes qui exigeraient un vrai changement à l'université pour satisfaire nos revendications avec des moyens pour le mettre en oeuvre :

- réengagement financier de l'Etat ;
- maintien du cadre national des universités et des diplômes ;
- égalité des droits entre étudiants français et étrangers, menacés par la loi Marchand qui doit être abrogée.

**C'est pourquoi nous appelons à une JOURNÉE NATIONALE DE GRÈVE GÉNÉRALE
et à UNE MANIFESTATION à PARIS LE JEUDI 19 MARS 1992 à 14 h 30
de BASTILLE AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

NOUS APPELONS TOUS LES LYCÉENS À MANIFESTER À NOS COTÉS
AINSI QUE LES ENSEIGNANTS ET LES PERSONNELS ATOSS.

D'ici le 19 mars, dans les facs qui ne sont pas en vacances, la mobilisation doit continuer sous toutes ses formes (grève là où c'est possible, manifestation, ...) Les étudiants doivent exprimer leurs revendications et leurs propositions sous toutes les formes qu'ils décideront eux-mêmes.

Une réunion parisienne rassemblera le 16 mars à 18 h à Saint-Charles deux personnes par fac pour régler les problèmes techniques, le parcours exact de la manifestation...

LE SOIR DU 19 MARS, UNE COORDINATION NATIONALE SE RÉUNIRA À LA FAC DE JUSSIEU, elle rassemblera cinq délégués élus, mandatés et révocables par fac.

Le 25 février 1992
LA COORDINATION NATIONALE DES ÉTUDIANTS
RÉUNIE À SAINT-CHARLES

APPEL A TOUS LES ETUDIANTS

Nous, étudiants de Paris I, Paris III, Paris IV, Paris V, Paris VI, Paris VII, Paris VIII, Paris X, Paris XI, Paris XII, Paris XIII, Lyon, Saint Etienne, mandatés ou non, réunis en interfac à Saint Charles le mardi 18 février, faisons les propositions suivantes à tous les étudiants de France.

De nombreuses assemblées générales se sont tenues dans les universités. L'université de Villetaneuse est en grève.

Mardi 18 février nous avons manifesté à 15 000 au ministère. C'est un succès !

A l'issue de la manif, Lionel Jospin a déclaré qu'il maintenait son projet. Il nous faut donc poursuivre.

Le projet Jospin c'est :

- l'introduction des facs à plusieurs vitesses ;
- la remise en cause du caractère national des diplômes ;
- la création de filières parking ;
- la suppression de la session de septembre ;
- la limitation du droit de redoublement ;
- la création d'un diplôme bidon à bac + 1.

En conséquence, nous nous prononçons en préalable pour le retrait du projet Jospin, et pour de véritables changements à l'Université :

- le réengagement financier de l'Etat à l'Université ;
- le maintien du caractère national des diplômes ;
- une véritable aide sociale pour tous ;
- égalité entre étudiants français et étrangers.

C'est pourquoi nous proposons à l'ensemble des étudiants, là où c'est possible, de se mettre en grève pour obtenir le retrait de ce projet. Nous proposons que se tienne dans toutes les universités, *UNE GRANDE JOURNÉE DE MANIFESTATION dans toutes les villes de France, MARDI 25 FEVRIER*. A Paris la manifestation se rendra au ministère.

Nous appelons toutes les assemblées générales à désigner démocratiquement 5 délégués mandatés et révocables pour les représenter à une *coordination nationale mardi 25 février au soir à Saint Charles*.

Ces propositions ont vocation à être discutées et ratifiées par les assemblées générales souveraines.

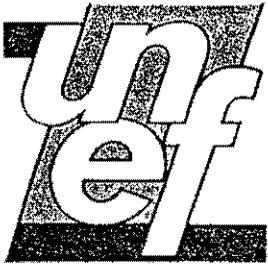
TOUS EN MANIFESTATION

MARDI 25 FEVRIER

A 14H

DE SAINT MICHEL AU MINISTERE

(RENDEZ-VOUS ETUDIANT PLACE DE LA SORBONNE)



Union Nationale des Etudiants de France

(membre fondateur de l'Union Internationale des Etudiants)

JOSPIN :

LES "ANALPHABETES" ONT LU TON PROJET

Lionel Jospin dit que nous ne savons pas lire, que son projet est l'inverse de ce que l'UNEF dénonce, bref il se pose en victime d'une manipulation. Les six versions de son texte ne contiendraient pas une once de sélection et d'austérité...

Or, il suffit de consulter son projet pour être effrayé par ses conséquences :

CA RESTE UN PROJET FONDAMENTALEMENT NEFASTE POUR NOS ETUDES.

La logique qui sous-tend le projet est mauvaise. Cette logique consiste à accroître l'échec à l'Université en faisant des économies sur le nombre d'heures de cours (on sait que les Deugs rénovés qui ont eu des taux de réussite plus importants comprenaient un volume horaire nettement augmenté), à limiter le choix des étudiants avec la disparition de filières entières, à appauvrir les formations (par exemple il n'y aurait plus de physiologie en Deug de Biologie et pas de latin ou grec en Deug de Lettres) et à dévaloriser les diplômes.

La conséquence naturelle en est l'aggravation de la sélection. Une sélection moins franche qu'avec Devaquet qui voulait l'instaurer à l'entrée de la fac. Là les étudiants attendraient une année de Deug où ils n'apprendraient pas grand chose (ainsi *les arrêtés relatifs aux Deugs de Lettres, Langues, Culture et Communication ; Sciences Humaines et Sociales ; et Arts* précisent qu'en 1ère année les enseignements "permettent l'acquisition des méthodes de travail ainsi qu'une bonne maîtrise de l'expression écrite et orale" !!) pour être sélectionnés : ils seront soit éjectés avec un diplôme bidon : le Certificat d'Etudes Universitaires, soit orientés vers un Institut Universitaire Professionnalisé, soit orienté en 2ème année de Deug. Mais que vaudra leur Deug si son contenu est appauvri à ce point ?

La création d'une première année hyper générale et la baisse du volume horaire aboutissent à un seul résultat : pour avoir un niveau de formation bac + 4 d'aujourd'hui, il faudrait cinq au six années d'études après le bac.

Seules les filières universitaires jugées peu rentables voient leur taux d'encadrement baisser encore : un enseignant pour 60 étudiants il y a deux ans, aujourd'hui encore moins... En BTS, c'est un profs pour 25 étudiants, en école d'ingénieurs un pour 12 étudiants.

LES MESURES INACCEPTABLES ARTICLE PAR ARTICLE :

1 - La destruction de filières entières.

On peut le prendre par tous les bouts, mais des filières d'études disparaissent complètement comme Culture et Communication, Théâtre, Photo, etc ... D'autre part, il n'existerait plus que 12 Deugs au lieu de 45 auparavant (*annexe à l'arrêté général sur les 1er cycles*), la spécialisation ne commençant avec des mentions du Deug qu'en 2ème année.

Cela dit, il n'y a que 36 mentions de Deug différentes au lieu des 45 Deugs actuels et le seul Deug que Jospin a bien voulu recréer récemment est celui de Théologie ! Par exemple, les langues seraient mélangées avec les Lettres et l'Histoire avec la Socio, la Philo, la Psychologie et la Géographie. De même, le nombre de licences et maîtrises passe de 250 à 50 (*arrêté général sur les 2nd cycles*).

2 - La suppression de TD et TP par la réduction du volume horaire.

L'article 2 de l'arrêté sur les Deugs fixe à 700 heures en deux ans le nombre d'heures de cours dans les filières littéraires (soit environ 15 heures de cours par semaine) alors que le seuil minimum est actuellement de 900 heures, à 900 heures le volume en Droit et Eco et enfin à 1 000 heures le volume en Sciences contre un minima de 1 100 heures actuellement (en général le volume horaire en Sciences dépasse largement ce seuil minimum).

L'évolution est la même en Licence (*article 13 de l'arrêté sur les 2nd cycles* : le volume variant entre 350 et 500 heures, c'est à dire entre 15 et 20 heures de cours par semaine, mais ce volume comprend "un travail d'études et de recherche personnel ou collectif d'un volume annuel minimum de 50 heures", la définition de ce travail est suffisamment floue pour que cela serve d'alibi à de nouvelles économies).

Pourtant on sait que c'est en TD et TP que l'on se prépare le mieux aux examens, que c'est là que l'on nous fait participer le plus.

La perte de connaissance qui découle est telle que le ministère est forcé d'augmenter le volume horaire en Maîtrise pour compenser (dans les filières on passe de 50 heures pas an maximum à 100 heures minimum) évidemment le nombre d'étudiants en Maîtrise est beaucoup moins nombreux, ce qui limite la dépense...

3 - Le C.E.U : un diplôme bidon de fin de 1ère année de Deug.

L'article 5 de l'arrêté sur les Deugs précise maintenant qu'il est facultatif. Facultatif ou pas, ça reste un certificat d'échec, un diplôme bidon pour orienter des milliers d'étudiants vers la sortie .

4 - La suppression de la session de septembre.

Allègre nous jure que c'est faux, pourtant il suffit de lire *l'article 14 de l'arrêté sur les Deugs et l'article 9 de celui sur le 2nd cycle* pour constater que 2 sessions d'examens sont prévues par an.

L'"astuce" est que le nouveau système de modules étant semestriel, il nécessite une session en janvier et une en juin. Exit la session de rattrapage ! Cela correspond d'ailleurs au vœu le plus cher de la Conférence des Présidents d'Université qui l'a demandé à Jospin. Celui-ci ne risque pas de refuser, il est trop heureux d'avoir trouvé des alliés...

5 - La limitation du nombre de redoublements en 2nd cycle.

L'article 2 de l'arrêté sur les 2nd cycles stipule que "l'inscription en licence et maîtrise peut être renouvelée deux fois. Elle ne peut faire l'objet d'un troisième renouvellement que sur décision motivée du président de l'Université." On n'a donc droit qu'à deux redoublements en 2nd cycle, exceptionnellement trois. Qu'importe que des dizaines de milliers d'étudiants de 2nd cycle soient salariés, ils n'ont qu'à s'inscrire dans les écoles privées !

D'ailleurs, on se demande si le Ministère connaît cette motion d'étudiant-salarié puisqu'il détruit leur statut : auparavant ils avaient droit au double d'années d'enseignement pour leur permettre de concilier travail et études. Or *l'article 9 de l'arrêté sur les 1er cycles* précise que les disparitions normales de redoublement "sont applicables notamment aux étudiants qui ont une activité professionnelle". Il est seulement mentionné plus loin (*dans le même article*) que le "conseil d'administration (...) fixe un régime spécial d'études au bénéfice notamment des étudiants déjà engagés dans la vie active". Le flou est de rigueur.

6 - La remise en cause insidieuse du caractère national des diplômes.

La dernière version du projet contient toujours les IUP (Instituts Universitaires Professionnalisés) dont "la formation (...) est organisée en milieu professionnel pour le tiers de sa durée globale" (*article 7 de l'arrêté sur les diplômes des IUP*), qui ne délivrent que des diplômes locaux et avec mention des stages faits sur le diplôme. Les jury de diplômes des IUP sont composés pour moitié de professionnels extérieurs à l'IUP (*article 8*).

7 - De plus, l'article 2 de l'arrêté général sur les Deugs stipule que les modules choisis par l'étudiant peuvent être enseignés "en totalité ou pareillement" dans d'autres établissements que leur université (une convention est alors conclue).

Il n'est même pas précisé si l'établissement en question doit être public ou privé ! Cette clause permet de transformer les diplômes de facs privées comme la Catho en diplômes nationaux.

Ajoutons le fait que "le renouvellement de l'habilitation (du diplôme) est soumis à la

conditions de l'existence chaque année d'un nombre minimum d'étudiants nouvellement inscrits. Ce nombre est fixé dans le contrat d'établissement" (*article 6 de l'arrêté sur les deugs et 3 de l'arrêté sur les 2nd cycles*) cela signifie que des formations seront démolies dans les universités petites et moyennes et que les étudiants seront obligés pour certains cours de se déplacer très loin, y compris dans des écoles privées qui auront passé des conventions.

8 - Enfin, c'est le président d'Université qui décide de la délivrance d'une licence conditionnelle (*article 14 de l'arrêté sur les 2nd cycles*).

Sans le moindre critère objectif - du type 10 modules de Deug permettent de passer en licence conditionnelle - encore une fois c'est le fait du prince qui joue.

Sans parler du *Tutorat* (*article 18 de l'arrêté sur les 1er cycles*) qui serait effectué par des étudiants de niveau Maîtrise ou plus. Certes les tuteurs seraient encadrés par des enseignants mais dans un cadre d'austérité, ils risquent fort de remplacer les profs sans avoir la moindre formation pédagogique.

MALGRE DE PREMIERS RECULS, JOSPIN PERSISTE.

Son projet a déjà été remanié, ainsi 100 heures de soutien, stages ou tutorat ont été rajouté en Deug, le volume horaire des Deugs scientifiques a été rehaussé de 900 à 1 000 heures suite à la vigoureuse protestation des profs, de la fac d'Orsay en particulier. Il n'y a plus de mention, recherche en 2nd cycle (ce qui aurait créé des Licences et Maîtrises à 2 vitesses) même s'il est évoqué une "option recherche" (*article 7 de l'arrêté sur les 2nd cycles*).

De même, il ne parle plus de Licences et Maîtrise "à contenu libre" (en clair, des diplômes au contenu fixé localement par les universités avec un label national pour donner le change). Et puis l'action des étudiants a permis de gagner un an de redoublement en plus en 2ème cycle.

Ceci dit on a vu que l'essentiel du projet demeurerait et ce n'est pas étonnant car il s'inscrit parfaitement dans la politique de casse de l'Enseignement Supérieur et de soumissions au patronat poursuivie depuis des années. Ainsi avec le Plan "Université 2 000" Jospin distinguait-il une dizaines de super-facs classées "pôles d'excellence européens" et les 60 autres. Il pousse également les facs à inclurent des contrats avec l'Etat et la Région pour que les collectivités territoriales les financent et surtout pour mettre en concurrence les différentes universités.

De plus, l'échéance européenne, le traité de Maastricht ont certainement accéléré le processus de fac coca-cola (ainsi *l'article 2 de l'arrêté sur les Deugs* précise que "les périodes au sens du présent arrêté seront progressivement harmonisées par référence aux normes européennes").

Par notre rassemblement, nos luttes, nous pouvons obtenir des moyens pour étudier, le retrait du projet Jospin et une vraie réforme.

Lettre ouverte aux adhérents de l'UNEF

LE BUREAU NATIONAL DE L'UNEF S'ADRESSE A TOI

Depuis deux mois, un fort mouvement lycéen et étudiant se développe contre la réforme Jospin, auquel les adhérents, les élus, les militants de l'*UNEF* ont énormément contribué. Jeudi 19 mars, nous étions 150.000 à manifester dans les rues de Paris et de province.

Mais alors que le mouvement prend son second souffle, *alors qu'une grande marche nationale à Paris est en préparation pour le 7 avril*, le gouvernement continue de refuser le retrait de la réforme.

Bien-sûr, Jospin manoeuvre - preuve qu'il craint la mobilisation : sans rien changer aux suppressions de filières, aux réductions d'horaires, donc sans modifier la logique de fond de sa réforme, il annonce quelques concessions de portée limitée comme la suppression du *C.E.U* (le diplôme bidon de fin de 1ère année). Dans la réalité, il refuse de revenir sur l'essentiel, et tente de discréditer le mouvement en faisant croire que les étudiants ne voudraient rien changer à l'université. Ce n'est pas la vérité : qui voudrait que rien ne change à la fac ? Qui prend du plaisir à étudier dans les conditions actuelles ? L'état de nos facs, c'est une honte.

Nous n'en pouvons plus des amphis surchargés, des locaux exigus, du manque de profs, du matériel vétuste. Nous n'en pouvons plus des petits boulots Mac'do ou baby-sitting la nuit pour financer nos études le jour. Quant au contenu de nos cours et aux conditions d'examens, c'est insupportable de n'avoir jamais notre mot à dire.

Alors oui, il faut que ça change ; c'est urgent, c'est vital. Mais il ne suffit pas de parler de *rénovation pédagogique* pour être du côté de l'avenir. Tout prouve que la réforme Jospin conduirait à aggraver l'échec à l'université,

contrairement à ce que dit le ministre.

Le Bureau National s'adresse à toi, comme à chacun des adhérents de l'*UNEF*, car il pense que tu peux faire beaucoup pour que le mouvement continue à se développer, pour qu'il gagne. Pour que le 7 avril il y ait beaucoup, beaucoup de monde dans les rues.

Tu connais de nombreux(ses) étudiant(e)s ; ce sont tes copains, tes copines d'amphi. Certains sont déjà dans le mouvement, ont participé aux manifestations. D'autres, non. Comme nous tous, ils sont inquiets face à la réforme, ils ont de la sympathie envers ceux qui manifestent. Mais pour rien au monde ils ne voudraient le statu-quo à la fac :

Donne leur la parole. Aide-les à s'exprimer, à dire ce qu'ils veulent changer à l'université. Fais circuler dans tes cours des *feuilletts de revendications*. Appelle les à ne laisser personne décider à leur place. Propose leur de venir manifester avec toi, mardi 7 avril.

Tu peux t'adresser à eux avec confiance : l'attitude de l'*UNEF* dans le mouvement, l'engagement sincère, sans arrières pensées de chacun de nous, le respect scrupuleux des décisions prises en commun depuis le début ont créé des rapports d'écoute et de respect avec la plupart des étudiants non-syndiqués. *A coup sûr, ta détermination à leur donner la parole sera appréciée.* Mettre en échec la réforme Jospin, gagner du fric pour nos études, faire de l'université le lieu de la formation, de l'épanouissement et de la réussite de tous, cela dépend de chacun de nous.

*Le Bureau Nationale de l'UNEF,
Paris, le 27 mars 1992*

le 7 avril
Tous en Manif
à Paris, rendez-vous 14 h 30, Bastille

uf

PRENEZ ! la PAROLE !

LES MANIFESTATIONS DE JEUDI 19 MARS ont rassemblé dans toute la France plus de 150 000 étudiants et lycéens. Le mouvement pour le retrait de la réforme Jospin est en train de prendre un second souffle. Quel revers pour Jospin qui parlait d'un mouvement « minoritaire ». Quel revers pour tous ceux qui tablent sur l'essoufflement et la division du mouvement !

OUI, IL FAUT QUE ÇA CHANGE

APRES NOUS AVOIR FAIT LE COUP DES ANALPHABETES, qui n'ont rien compris à la réforme, Jospin voudrait maintenant nous faire passer pour des conservateurs, qui ne voudraient rien changer à l'université. C'est le contraire de la vérité. Qui, parmi les étudiants, voudrait que rien ne change à la fac ? Qui prend du plaisir à étudier dans les conditions actuelles ? L'état de nos facs, c'est une honte.

Nous n'en pouvons plus des amphis surchargés, des locaux exigus, du manque de profs, du matériel vétuste. Nous n'en pouvons plus des petits boulots Mac'do ou baby-sitting la nuit pour financer nos études le jour. Quant au contenu de nos cours et aux conditions d'examens, c'est insupportable de n'avoir jamais notre mot à dire.

Alors oui, il faut que ça change ; c'est urgent, c'est vital. Mais il ne suffit pas de parler de « rénovation pédagogique » pour être du côté de l'avenir. Tout prouve que la réforme Jospin conduirait à aggraver l'échec à l'université, contrairement à ce que dit le ministre.

IL EST POSSIBLE DE GAGNER LE RETRAIT DU PROJET JOSPIN

PRENEZ LA PAROLE. Exprimez-vous, parlez, écrivez, dites ce que vous voulez changer à l'université, expliquez comment vous voyez l'université de demain. Ne laissez personne décider à votre place. Mettre en échec la réforme Jospin, gagner du fric pour nos études, faire de l'université le lieu de la formation, de l'épanouissement et de la réussite de tous, cela dépend de vous, de chacun de nous. La façon dont la mobilisation grandit, semaine après semaine, prouve que nous pouvons gagner.

FAITES VOUS ENTENDRE

VOUS LE SAVEZ : pour vous aider à vous faire entendre, vous pouvez compter sur l'UNEF. Depuis que le projet Jospin a été rendu public, les adhérents, les élus, les militants de l'UNEF se sont engagés sans compter pour que le mouvement gagne de la force. Et cela, sans arrière pensée, dans le respect scrupuleux des décisions prises en commun. C'est bien normal : notre fil rouge, la seule boussole de l'UNEF, c'est de tout faire pour que vous ne soyez jamais dessaisis de votre lutte et de vos revendications, pour que toujours plus de monde en ait la maîtrise. Avec l'UNEF, vous pouvez en être sûrs : il n'y a pas, et il n'y aura pas de négociations dans votre dos. L'apport de l'UNEF, dans ce mouvement, c'est et ce sera notre détermination à donner la parole à tous ■

Des milliers d'étudiants en manifestation à Paris



— le **7** avril —
TOUS EN MANIF
à Paris, rendez-vous 14h 30, Bastille

■ AUGMENTATION DES BOURSES ■ 25 PAR TD ■ DU FRIC POUR NOS ÉTUDES ■

C'est ça la bonne réforme

RETRAIT DU PROJET JOSPIN

SOUSCRIPTION NATIONALE

Pour aider au financement de la lutte

LA LUTTE PAYÉE

...mais coûte de l'argent

D EPUIS DES SEMAINES, tu le sais, les adhérents de l'UNEF se sont investis avec beaucoup de dévouement pour que se développe un puissant mouvement pour le retrait du projet Jospin : pour t'informer du contenu de la réforme, pour t'alerter de ses dangers, pour te proposer l'action, t'appeler aux Assemblées Générales, pour te donner la parole à travers des feuillets de revendications... Toujours avec beaucoup de respect des décisions prises en commun. Cette contribution a été utile, elle continue à l'être. Mais elle coûte cher : tracts, Nouveau Campus, affiches, badges, autocollants, banderoles... tout cela représente des dizaines de milliers de francs.

Jospin, pour diffuser sa propagande officielle a l'argent de l'Etat. L'UNEF, elle, ne dispose que des cotisations de ses membres, des subventions de ses élus, du soutien des étudiants et des enseignants. Plus que jamais, pour aider au financement du mouvement pour le retrait du projet Jospin, l'UNEF fait appel à toi. Tu peux contribuer en achetant le petit badge jaune « RETRAIT DU PROJET JOSPIN, du fric pour nos études » ; ou en envoyant ton chèque à : UNEF - 52 rue Edouard Pailleron - 75019 Paris

- L'UNEF AU SERVICE DU MOUVEMENT, C'EST AUSSI**
- 250 000 exemplaires du journal : le Nouveau Campus (un numéro en janvier, un autre en mars) ;
 - plus de 350 000 tracts divers ;
 - 15 000 affiches ;
 - 11 000 autocollants ;
 - plusieurs milliers de badges ;
 - des centaines de mètres de banderoles, des markers, de la peinture...

Pour AIDER au FINANCEMENT de la LUTTE, JE VERSE

Nom:

Prénom:

Adresse:

Tél:

Etudiant Enseignant Autre

Université:

Chèque à envoyer à:
UNEF 52 rue Edouard Pailleron 75019 Paris

**SE SYNDIQUER, C'EST S'ORGANISER POUR ÊTRE PLUS FORT
PLUS FORT CONTRE LA RÉFORME JOSPIN
PLUS FORT AU JOUR LE JOUR POUR SE DÉFENDRE
ET FAIRE RESPECTER SES DROITS**

MOI AUSSI, JE REJOINS L'UNEF

NOM : PRENOM : ETUDES :

FAC : ADRESSE :

..... TEL :

Bulletin à remettre à un adhérent de l'UNEF de ta connaissance ou à renvoyer à l'UNEF • 52 rue Edouard Pailleron • 75019 Paris

Avant la manifestation nationale du 7 avril

GRAND RÉFÉRENDUM DES ÉTUDIANTS CONTRE LE PROJET JOSPIN

||||➔ *Pour le retrait de la réforme Jospin.*

- pour le retrait
 contre le retrait

||||➔ *Favorable à une grande journée de grève mardi 7 avril.*

- favorable
 défavorable

||||➔ *Je participe à la grande marche nationale le mardi 7 avril,
départ 14h30 Bastille.*

- oui
 non

||||➔ *Eventuellement, pour aider à mobiliser,
je laisse mes coordonnées.*

Nom : Prénom :

Adresse :

..... Tél. : Filière :

**La proclamation des résultats aura lieu au cours de la
prochaine Assemblée Générale.**

Ce référendum est une initiative de l'UNEF, il a vocation à devenir l'affaire de tous.

LE 7 AVRIL

TOUS A LA BASTILLE !

◆ Jospin vient de tomber, emporté par le mouvement étudiant. Dans son départ précipité, il semble avoir oublié ses bagages, sa réforme...

ALORS, RETRAIT, PAS RETRAIT ?

J. Lang dit : « je vais écouter ce que les étudiants ont à dire ».

◆ C'est pourtant clair. Depuis deux mois les manifestations se multiplient pour le retrait du projet Jospin. Le 19 mars, près de 150 000 étudiants et lycéens ont manifesté.

◆ Jack Lang doit savoir que les sourires, le « look », ça ne suffit pas. Il faut des actes, et pour commencer : le retrait du projet Jospin.

◆ Aujourd'hui, Michelet, Saint-Charles, Tours, Clermont-Ferrand, Nice, Toulouse, Montpellier sont en grève.

◆ Dans toute la France, à l'appel de la Coordination Nationale, se prépare une grande manifestation à Paris pour le 7 avril. C'est un ultimatum. Retrait, pas retrait ? C'est notre nombre qui emportera la décision. Soyons-y plus nombreux que jamais.

TOUS EN MANIF

MARDI 7 AVRIL

14 h 30 BASTILLE
